

AVANT-PROPOS

Ce numéro a été conçu début 1993 quand, après les premières élections multipartites (inachevées) que l'Angola ait connues, fin septembre 1992, la guerre y redevenait totale entre le gouvernement formé par le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) après sa victoire aux législatives et l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola). Il est bouclé alors que de nouveaux accords de paix ont été signés, en novembre 1994, à Lusaka. Ils ont été signés sans le tapage et les éloges des accords de Bicesse de mai 1991, et n'ont pas donné lieu comme ceux-ci à la joie et à la fête populaires, ni non plus, « sur le terrain », à l'arrêt général des combats qui avait suivi Bicesse. La ville de Huambo a été reprise par le gouvernement après le paraphe des accords, dans l'entre-deux avant leur signature solennelle, une autre capitale de province l'a été encore ensuite, et fin janvier des combats se poursuivaient — discrètement mais dans tout le pays. Ce conflit a du mal à finir, les militaires sont réticents à baisser les armes, les Angolais n'osent pas y croire, contrairement à ce qu'il en était en 1992 — alors que cette fois l'ONU est dans une position et s'est dotée de moyens (décuplés) qui ont une chance d'aider à la paix.

C'est que cette dernière guerre venait après d'autres presque sans temps mort — la lutte armée pour l'indépendance (1961-1975) ; le déploiement d'armements et d'hommes venus de partout, l'énorme destruction, la grande déchirure que fut la guerre civile et internationale de 1975-76 par laquelle les Angolais entrèrent dans leur indépendance ; la reprise de la guérilla par l'UNITA et, avec le développement de la « stratégie totale » sud-africaine et le soutien des troupes cubaines au gouvernement du MPLA, la guerre encore, jusqu'en 1991.

Un des effets secondaires de cette guerre et de la radicalisation qui l'a accompagnée est que la possibilité d'y faire et d'y publier librement des recherches sur la situation contemporaine a continué à y être sévèrement limitée. Dans un pays où depuis la lutte nationaliste, la différence s'est réglée par la violence, l'histoire récente a poussé chacun à choisir son camp et, une fois ce camp choisi, à ne plus en dépasser les limites. « Ce qui se sait » sur l'Angola en Europe souffre du trop et du trop : peu quand ce n'est pas parce que tout est simple « puisqu'il y a les ethnies », c'est au choix parce qu'on est radicalement anti-

communiste, ou qu'on a été « fasciné » par Savimbi ; ou parce qu'étant progressiste, on avait soutenu le MPLA à l'époque, ce qui ne s'oublie pas ; ou/et parce qu'on fait des affaires, pétrolières ou autres, avec le gouvernement ; ou encore parce qu'on a vécu, qu'on a été reçu, qu'on l'est toujours, « malgré les difficultés dues à la guerre », comme un roi. Même sceptique ou réservé sur certaines questions, on en sait toujours assez pour affirmer que l'autre, en face, est le mal, suffisamment pour expliquer, comprendre les « erreurs » de l'un ; suffisamment pour s'autoriser à ne pas analyser ce qui fait désordre.

La connaissance politique et sociale de l'Angola du temps de la fin de l'empire était déjà affreusement brimée par les Portugais, et certaines des (rares et tardives) meilleures études sur la société ont été faites à des fins de contrôle policier de la population, et parfois même par des policiers. Les policiers n'écrivent plus mais les chercheurs angolais ne peuvent s'engager librement sur les terrains qu'ils ont abandonnés qu'à coup d'efforts démesurés et à leurs risques et périls. L'Angola n'a été pour la recherche en sciences sociales ni le Mozambique, ni même la petite Guinée-Bissau. Ce n'est pas seulement qu'il n'y a pas eu de lieu national permettant une recherche plus ou moins indépendante ; il n'y a pas même eu un lieu de recherche dépendante. La recherche que des Angolais ont pu faire depuis l'indépendance l'a été du fait qu'y tenant vraiment, on se débrouillait tout seul. Avec, à côté, quelques moyens publics ou des coopérations étrangères (française, notamment) ou sans moyens, quelques-uns ont pu faire des recherches.

La « transition » ouverte en mai 1991 n'aura été, pour cette liberté scientifique minimale comme pour les autres, qu'un intermède. Elle ne l'a pas même été du côté de l'UNITA. Je ne crois pas que des recherches ont été menées dans et auprès de l'UNITA, par quiconque, Angolais ou non, sympathisant ou non ; et dans les entrevues avec des cadres de ce parti que j'ai pu alors faire, il m'a été impossible d'aborder hors langue de bois (celle de l'UNITA et celle, obligatoire pour tous en Angola à l'époque, de la démocratie) les questions concernant leur parti. Manifestement, même pour des cadres « à l'évidence » critiques, il n'était pas question de sortir du discours obligé. Du côté du gouvernement, les conditions d'une recherche et de l'expression complète et libre de ses résultats sont restées faibles. Elles sont redevenues mauvaises tout de suite après les élections ; en fait, elles sont beaucoup plus mauvaises encore qu'elles ne l'étaient avant la « paix de Bicesse ». On est bien entre-temps passé du parti unique au multipartisme, mais la tolérance des dissonances s'est faite selon un autre passage : de la cohabitation contrainte à la guerre totale contre l'ennemi et donc à tout ce qui directement ou indirectement pourrait lui servir. Comme toujours en Angola il existe des marges. Mais ces marges, inexistantes dans l'UNITA, sont très étroites du côté du gouvernement. La démocratie angolaise reste étroitement cernée par la guerre et la dictature.

Je voulais dans ce numéro faire la part belle aux Angolais, chercheurs ou non-chercheurs, mais connaissant leur sujet de première main. Je n'y ai réussi que très partiellement, pour des raisons qui toutes découlaient de cette situation. Parfois tragiquement : l'un des auteurs présents, Ricardo de Mello, qui avait accepté d'écrire un article sur la façon dont se sont tenues les élections a été, après menaces de mort et « conseils d'amis », assassiné (1). Certaines demandes d'articles se sont perdues dans le silence. D'autres ont été acceptées, parfois avec enthousiasme, mais se sont perdues elles aussi, finalement : faute de temps, faute de moyens de faire sérieusement la recherche qu'on comptait pouvoir mener, faute d'envie de toucher par écrit et publiquement à des points « trop sensibles ». D'autres articles n'ont pu « passer » faute de recul sur leur objet. D'autres aussi, par des voies courbes, sont arrivés, bien que pas toujours sous la forme attendue, mais peu importe. Même pour les auteurs étrangers, en écho atténué sans doute, les voies de constitution de ce dossier ont été plutôt courbes...

L'objectif était limité : donner un ensemble d'éclairages concrets sur les raisons du retour à la guerre et les conditions dans lesquelles les Angolais y étaient entrés, autour de quelques questions : Pourquoi cette guerre, apparemment chronique ? Qui est en guerre ? Et dans leur guerre, les Angolais vivent comment ? Quels Angolais, d'ailleurs ? Sur ces deux derniers points, qui devaient à l'origine occuper l'essentiel du dossier, il ne reste après les aléas que quelques éléments. Il n'a pas été non plus possible d'inclure d'analyses sur les très profonds bouleversements sociaux et remaniements identitaires sous l'effet de ces deux ans de guerre. L'ensemble d'articles qui suit, relativement atypiques pour Politique africaine quant à leurs auteurs (très peu d'universitaires) et pour certains dans leur forme, ne visait pas dès l'origine à « présenter l'Angola » ; il ne prétend pas en son état final « rendre compte » du retour à la guerre et des conditions dans lesquelles il s'est fait, loin s'en faut. Il veut seulement en présenter certains aspects, regardés en face.

L'Angola a eu amplement de quoi attirer les intérêts de tous ordres : son propre pétrole et ses richesses potentielles ; et puis des choses qui ne lui sont pas propres mais qui, voisines ou lointaines, se sont mêlées, imbriquées à son histoire ; dans le désordre : l'apartheid ; des voisins, Zaïre et Namibie ; la guerre froide et « l'engagement constructif » des États-Unis ; Cuba ; les compagnies pétrolières, américaines ou autres... De quoi entretenir une guerre chronique et une information chronique aussi, quoique marginale, avec cependant de grandes pointes d'intérêt, lors des grands faits guerriers ou des grandes interventions pacificatrices.

C'est après les élections de 1992, alors que l'Angola traversait le

(1) Journaliste indépendant, rédacteur en chef d'*Imparcial Fax*, lettre quotidienne d'information indépendante — systématiquement dénoncée comme pro-UNITA dans les milieux du pouvoir —, il a été assassiné le 17 janvier 1995 dans l'escalier de son immeuble. Il enquêtait alors sur la corruption, notamment dans les forces armées.

temps le plus sombre de son histoire récente, « sa » guerre indéniablement la plus dévastatrice, qu'il a disparu quasiment de l'actualité, pour n'y revenir qu'aujourd'hui : l'ONU devant y retourner, cette fois avec des milliers d'hommes sans doute. Jusqu'à sombrer dans l'abîme de cette dernière guerre cependant, il avait été sous très haute « observation », la « communauté internationale » — en l'occurrence, outre l'ONU, une *troïka* formée de membres non mineurs de celle-ci, Portugal, URSS et surtout, dans cet après-guerre du Golfe, États-Unis — l'avait tenu par la main, poussé même à avancer, avant de décliner la responsabilité de cet aboutissement.

Seule Margaret Anstee, première représentante spéciale de l'ONU en Angola, a jusqu'ici parmi les intervenants internationaux impliqués dans cette catastrophique « opération », tiré un bilan énonçant certaines des failles considérables que comportaient les accords eux-mêmes, et conclu que plus jamais l'ONU ne devrait accepter d'intervenir dans de telles conditions. Mais son bilan comporte aussi des points aveugles et des silences éloquents ou symptomatiques. Il est difficile en effet de minimiser le rôle de l'intervention internationale dans le processus de paix angolais, « investi » dès les négociations.

Les objectifs poursuivis par les divers acteurs internationaux et le déséquilibre de leurs forces peuvent seuls expliquer qu'ait pu être mis en place un processus « de paix » d'emblée si irréaliste et irresponsable dans ses clauses. Lesquelles laissent la conduite de la pacification aux deux « bénéficiaires » d'accords qui leur gardaient en outre la possibilité de persévérer dans leur être et, comme ils l'avaient fait dans leur guerre, moins de s'affaiblir que, dévastant l'objet de leur lutte, de se renforcer l'un l'autre : comme une nomenklatura usant et abusant de sa mainmise sur l'État, nullement prête à lâcher un pouvoir si rentable et nécessaire ; ou comme un pouvoir armé totalitaire tendu depuis des années vers la prise de cet État comme à un droit que lui donnait sa lutte. La guerre n'était pas inévitable : c'est après un processus de paix mis au point et en œuvre comme la continuation de la guerre par d'autres moyens que le retour à la guerre comme moyen d'arriver à une solution politique est devenu au fil de l'application-violation des accords de plus en plus probable (C. Messiant).

L'article de Manuel E. Ferreira montre comment a fonctionné pendant sa « période pure » la nomenklatura pétrolière du MPLA, qui a pu vivre et prospérer de cette rente dans la guerre qui ravageait son pays en utilisant à son bénéfice les moyens de l'économie centralisée et ceux peu orthodoxes du marché noir et de la corruption. Il montre comment, après des craintes et des hésitations, elle a pu s'engager dans la réforme économique et se mettre, à travers le « redimensionnement », en position de principale bénéficiaire de la privatisation, en continuant à dépendre de l'accès au pouvoir d'État pour la rente pétrolière. Cela éclaire, me semble-t-il, d'un jour important les enjeux pour le pouvoir angolais d'une victoire aux élections.

Sur l'UNITA, je ne connais pas d'études qui ne soient pas excessivement partisans ; et comme je l'ai dit, n'ont pu publier et, je crois, n'ont pu travailler dans la « société de l'UNITA » que des sympathisants. J'avais demandé à Fred Bridgland — parce qu'il est l'auteur du seul livre sur Savimbi qui, bien que partisan, est fondé sur un travail d'enquête et de recoupement suffisant pour qu'il ne s'agisse pas comme la plupart des autres d'une pure hagiographie, et parce qu'il a pris depuis des positions publiques contre les violations des droits de l'homme dans ce mouvement — de faire une synthèse de l'évolution de l'UNITA. Signe de la passion qui reste liée pour tous ceux qui y ont été mêlés à cette histoire, m'est arrivé, comme me le dit l'auteur, quelque chose de « beaucoup plus personnel, moins universitaire » que ce qu'il avait envisagé d'écrire : un témoignage et une dénonciation de la répression menée par Savimbi au sein de son organisation. Le journaliste Guilherme de Loanda qui suit de près et depuis longtemps la politique angolaise a en outre retracé l'évolution du mouvement, à partir d'une entrevue avec un des fondateurs de l'UNITA, Tony da Costa Fernandes, aujourd'hui ambassadeur de l'Angola à Londres après avoir rompu avec Savimbi mais sans renier son engagement originel. Il y montre comment Savimbi a construit son pouvoir sur l'organisation à partir surtout de 1976, les lieux et réseaux réels de ce pouvoir, son ethnicisation ; il met aussi en évidence l'enjeu des accords de Lusaka et le dilemme militaire posé à un mouvement en crise. L'assassinat, après d'autres, de Tito Chingunji, sur les ordres de Savimbi ne résume pas plus l'UNITA que les morts de la Toussaint 1992 ne résument le MPLA, mais ces témoignages et réflexions, même partiels, parlent de réalités et d'événements qui ne peuvent pas être ignorés ou pris comme épiphénomènes puisqu'ils ont infléchi l'histoire de l'Angola. Ils m'ont semblé plus utiles que des pseudo-synthèses.

Les Kuvale ne sont, nullement représentatifs des Angolais en ce qui concerne les effets économiques et sociaux de la guerre : alors que celle-ci a représenté pour tant d'autres communautés déplacement et désagrégation sociale, elle a pour ces pasteurs herero dont le territoire n'a jamais été atteint par les combats, signifié une prospérité renouvelée et un épanouissement de leur différence culturelle, un renforcement du groupe. Exception, donc. Mais cela ne veut pas dire que les Kuvale sont « hors du monde » qui les environne, hors de la politique et de la guerre. Ils y sont même très engagés : contre l'ennemi qu'est pour eux l'UNITA, nouvelle figure des gens « d'en haut », du Nano, ces Ovimbundu qui hier les razziaient, l'alliance avec le MPLA s'est faite naturellement, avec enrôlement des jeunes kuvale dans l'armée du gouvernement. Fondé sur la guerre, cet âge d'or des Kuvale est peut-être en « danger de paix », selon Ruy D. de Carvalho. Mais les Kuvale sont évidemment représentatifs de la façon dont, dans cette guerre à deux qui n'épargne personne, chaque groupe, en fonction d'une histoire, se situe (et se redélimite), et le fait en même temps par rapport au pouvoir sous lequel il vit et à cet autre pouvoir armé qui le combat.

A cet égard, il en va des Kuvale comme des Bakongo, que la bipolarité guerrière a en revanche amenés à une dispersion politique exceptionnelle alors même que leur affirmation identitaire est forte. Jean-Michel Mabeko Tali montre comment le retour en masse du Zaïre où ils avaient émigré de rapatriés, les regressados, à partir de l'indépendance, se faisant dans un contexte de conflit armé, va d'emblée poser une problématique kikongo à la fois politique et socio-culturelle. La confrontation identitaire va se maintenir, notamment à travers la place particulière qu'ils eurent dans l'économie informelle, couplée à leur montée dans l'appareil de l'État, importante mais brimée. La contestation kikongo et ses positions les plus radicales sont loin d'exprimer l'ensemble du milieu, ni des élites bakongo, mais leur interprétation de la société et du pouvoir est largement partagée.

La chasse aux Zaïrois en janvier 1993 a joué sur l'exacerbation des antagonismes politiques qu'a produite une transition menée dans une logique de guerre, et sur le « révélateur » d'ethnisation qu'ont été les résultats d'élections tenues dans ce contexte, et c'est d'ailleurs à mon sens très généralement et pas seulement parmi les Bakongo que la « paix de Bicesse » a redonné force aux identités « identitaires ».

Ce que la transition avait charrié, la guerre va le décupler. Alex Vines montre d'abord ce mois d'hésitation au bord du gouffre après que l'UNITA lance, pour annuler un vote déclaré juste par l'ONU et imposer ses solutions politiques, son offensive d'occupation du pays, puis où le gouvernement mène la contre-offensive de la Toussaint. On bascule alors dans la guerre totale. Pour faire cette guerre-là, l'UNITA avait d'énormes stocks, et la prise des régions diamantifères lui permettra, avec l'arrière du Zaïre, à défaut de grands alliés, de la financer. Mais elle n'est bientôt plus à la mesure. Légitimé par les élections, le gouvernement va monter un arsenal comme jamais : les conseillers militaires, les stratèges, ont changé de camp, comme les spécialistes des opérations spéciales qui ont tant fait pour désorganiser les forces de l'UNITA, les mercenaires ; et l'aviation, utilisée de façon indiscriminée, est un avantage majeur. Après le vote, ce sont de nouveau les armes qui vont dicter les négociations, leur date, leurs termes, mais aussi la possibilité de l'aide humanitaire ; elles qui détermineront si les populations vont mourir seulement des bombardements, ou aussi de faim, ou d'épuisement en fuyant, ou de tirs alors qu'elles cherchent autour des villes, de l'autre côté de la ligne de front, de quoi ne pas mourir.

Au bout du compte de cette guerre destinée tant à imposer sa solution politique qu'à éliminer toujours plus cet ennemi avec qui on sait qu'on devra composer, la victoire revient au gouvernement. Mais qui pourrait dire que « la force reste à la loi » ? Dans un rapport de forces militaire et diplomatique inversé par rapport à celui de Bicesse, c'est de nouveau sur la base de la force que la loi a été dictée ; l'accord conclu ne tient pas compte du vote des Angolais ; et c'est sur la base

d'un antagonisme exacerbé et d'une défiance totale que s'ouvre le processus de paix.

La crise sociale actuelle est incomparable à ce qu'elle était en mai 1991. Sans compter les Angolais qui ont fui à l'étranger, près d'un tiers de la population est désormais déplacé dans le pays. Comme ces soldats qui, dans la folie de la bataille de Kuito, dans les intervalles où leurs chefs ne leur disent pas de s'entretuer, échangent ce qu'ils ont pour survivre, mots, rires et nourriture (K. Maier), ces déplacés avaient voté pour leur parti mais pour la paix. Mais les accords de Lusaka les ignorent. La pacification angolaise est encore entre les mains des deux belligérants et à la merci de l'intervention internationale. Cette fois celle-ci sera pour la paix ?

C.M.

Dossier thématique établi par Christine Messiant

